

CTSD du 17 septembre 2021

Déclaration préalable de l'UNSA Éducation

Monsieur Le Directeur Académique, Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Un nouveau CTSD se tient aujourd'hui suite au vote unanime contre des organisations syndicales la semaine dernière.

Nous espérons que vous aurez entendu nos arguments et que certaines situations seront revues afin de permettre à ces écoles d'avoir de meilleures conditions d'accueil de leurs élèves. Notamment celles de Runan Ploëzal et Merléac, mais pas seulement.

Malgré nos demandes répétées, notre ministre n'a pas octroyé de moyens supplémentaires dans ce contexte sanitaire toujours particulier et préoccupant. C'est bien beau de s'autocongratuler sur le taux d'ouverture de nos écoles et établissements durant cette crise sanitaire, ce serait encore mieux d'en mesurer l'impact que cela a sur les personnels de l'Éducation nationale.

Nous renouvelons localement ce que nos représentants de l'UNSA Education et du SE-UNSA ne cessent de porter : il faut ajouter des moyens, c'est indispensable pour que les personnels de l'Éducation puissent avoir de meilleures conditions de travail et donc d'accueil de leurs élèves.

Continuer à tirer sur la ficelle, tout en faisant comme s'il n'y avait pas de problèmes entraînera de fâcheuses conséquences sur la santé de nos collègues, à court ou long terme. Et puisque c'est un mot qui est coutumier : ce ne sera pas dans l'intérêt du service... Et encore moins des élèves, il est utile de le préciser.

La loi de transformation de la Fonction publique n'est pas non plus dans l'intérêt du service, ni des services d'ailleurs, et encore moins de nos collègues qui regrettent fortement le temps où les représentants du personnel siégeaient et où il y avait une réelle lisibilité des nominations, des promotions, etc. Nous le disons depuis le début et continuons à le dire tant les faits nous donnent raison.

Nous continuerons aussi à décrier la réforme de la formation que l'UNSA Éducation a dénoncée dès le départ et là encore les faits nous donnent raison... Au passage, les économies réalisées par la mise en place de cette usine à gaz auraient pu, du, être utilisées pour octroyer des moyens supplémentaires.

Dans notre département, les modalités de mise en œuvre de cette réforme ont entraîné un concept novateur : alors que l'on recherchait désespérément à diminuer les tâches administratives des directeurs, tant ils sont submergés de travail, on les alourdit en leur octroyant des alternants en guise de décharge.

Il y a une forte distorsion entre ce que vous leur avez présenté lors de la réunion initiale et ce qui leur a été dit lors de la réunion à l'INSPE. Nous tenons à rappeler que ces directeurs n'ont pas choisi ces modalités, pas plus que les alternants d'ailleurs.

Tout ceci sans négociations ni discussion avec les représentants du personnel, c'est l'esprit du progrès de cette transformation de la Fonction publique.

Je ne suis pas certain que nos collègues et usagers y voient un progrès dans un avenir proche ou lointain.

L'UNSA Éducation a de fortes inquiétudes sur ces modalités, a fortiori lorsqu'elles se généraliseront, ce métier sera moins attractif, et encore moins dans d'autres régions...

L'UNSA Éducation se bat depuis des années pour que notre métier de professeur soit mieux reconnu et donc mieux payé, ce qui le rendrait plus attractif.

L'actualité remet ce sujet en avant et il faudra que cela soit suivi d'effets, nous continuerons à œuvrer dans ce sens dans l'intérêt de nos collègues.

Nous nous inquiétons aussi fortement pour nos contractuels qui vont subir de plein fouet la nouvelle réforme sur les indemnités chômage, réforme qui va une fois de plus passer hors circuits habituels et en force !

Comment vont-ils faire entre 2 contrats ? Ils ne choisissent pas cette alternance de périodes travaillées ou non, cette précarité.

Nous y ajouterons la gestion humaine, sujet que nous portons depuis de nombreuses années.

Autre motif d'inquiétude les AESH et les enfants qu'ils accompagnent, et leurs conditions de travail.

De la même façon, nous avons des inquiétudes plus générales sur nos collègues qui malgré la rentrée récente n'en peuvent déjà plus et s'interrogent sur la suite de leur carrière et nous en font part. Nous tenions à vous alerter à ce sujet car c'est inquiétant.

Je vous remercie de votre attention.